

Présentation succincte de la République islamique d'Iran

La République islamique d'Iran n'appartient ni à la catégorie des dictatures classiques, ni même à celle des fascismes classiques : il s'agit d'un **fascisme religieux** spécial. Pour comprendre la nature du régime au pouvoir en Iran, il est indispensable de connaître le chiisme, ses fondements historico-sociaux en Iran, ainsi que le processus par lequel Khomeiny est arrivé au pouvoir, la manière dont le régime de la République islamique s'est consolidé et les objectifs qu'elle poursuit. Voici une introduction synthétique à ces éléments.

Le chiisme duodécimain



L'islam s'est scindé en deux grandes branches — sunnite et chiite — immédiatement après la mort du prophète Mahomet en 632, à la suite d'un désaccord sur sa succession. Les sunnites estimaient que le chef religieux de la communauté (le calife) devait être choisi parmi les compagnons du Prophète par consensus. Les chiites, en revanche, considéraient que Mahomet avait désigné son cousin et gendre Ali comme successeur.

Alors que l'autorité sunnite (le « califat ») repose de manière pragmatique sur la communauté et son consensus, l'autorité chiite (l'« imamat ») tire sa légitimité du caractère sacré et héréditaire de l'Imam, issu de la lignée d'Ali et des descendants de Mahomet. Le chiisme comprend plusieurs branches, toutes reconnaissant Ali comme premier Imam.

Les chiites d'Iran, d'Irak, du Liban, de Syrie et du Yémen sont majoritairement des chiites duodécimains. Ils reconnaissent douze Imams, tous descendants masculins d'Ali et de Fatima (fille du Prophète), considérés comme « infaillibles ». L'imamat prend fin avec le douzième Imam, le Mahdi, entré en occultation. Les chiites duodécimains attendent son retour, moment où, selon la croyance, lorsque l'injustice aura atteint son paroxysme, il apparaîtra pour instaurer la justice sur terre par l'épée, au prix d'un bain de sang.

La théorie politique du *Velayat-e faqih* (gouvernement du juriste-théologien)

Pour les chiites duodécimains, le *Velayat-e faqih* désigne le gouvernement de Dieu sur ses serviteurs par l'intermédiaire du représentant de l'« Imam occulté » durant sa disparition. Il en découle l'obligation religieuse d'une obéissance absolue de la communauté au Guide suprême. Toute opposition au *Velayat-e faqih* est assimilée à une guerre contre Dieu (*moharebeh*) et passible de la peine de mort — une accusation aujourd'hui invoquée par l'appareil judiciaire de la République islamique pour justifier juridiquement et religieusement la répression sanglante des protestations en Iran.

Du concept à la réalité du pouvoir

L'Islam est entré en Iran au VII^e siècle. Le chiisme duodécimain est devenu religion officielle de l'Iran au XVI^e siècle. Jusqu'à la révolution de 1979, les gouvernements iraniens n'étaient pas directement

dirigés par le clergé, mais s'appuyaient sur lui. De la Révolution constitutionnelle de 1906 jusqu'en 1979, selon la Constitution un comité constitué de cinq ayatollahs disposait d'un droit de veto sur les lois votées par le Parlement afin de vérifier leur conformité avec l'Islam.

Le *Velayat-e faqih*, (gouvernement du docte) c'est-à-dire la domination politique directe du clergé chiite duodécimain, est devenu pour la première fois une réalité historique après de la révolution de 1979, avec la prise du pouvoir politique par Khomeiny et les religieux chiites.

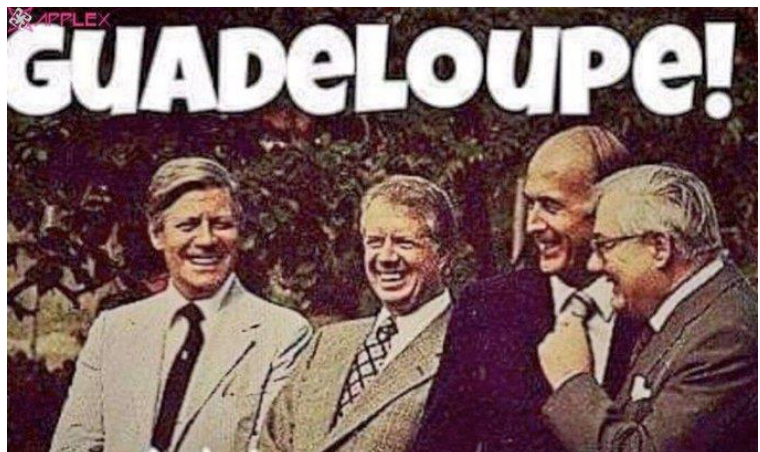
Cette théorie était pourtant ancienne et largement tombée dans l'oubli. De nombreux ayatollahs y étaient opposés, estimant que le clergé ne devait pas gouverner directement. Pendant des siècles, les Rois d'Iran s'étaient appuyés sur le clergé, et celui-ci soutenait en retour la monarchie. Khomeiny lui-même, jusqu'à son exil en Irak en 1963, soutenait le régime monarchique de Mohammad Reza Shah et entretenait avec lui une relation critique mais réformatrice. Sa critique la plus radicale se limitait à conseiller au Shah de s'éloigner des Bahaïs, considérés par les chiites comme des apostats.

Son exil nourrit une rancœur personnelle envers le Shah. Depuis Bagdad, il intensifia sa propagande par l'envoi de tracts et de cassettes audio, diffusées clandestinement par un cercle restreint de partisans. Le fait qu'il ait été l'un des rares religieux de haut rang à s'opposer au Shah lui conféra ultérieurement un capital politique, à la fin du mouvement révolutionnaire de 1979.

Jusqu'aux derniers mois avant la chute du monarchie (11 février 1979), Khomeiny était peu connu du grand public et n'était pas perçu comme une figure politique majeure. Lorsque, sous la pression du président américain Jimmy Carter, des prisonniers politiques — majoritairement de gauche ou membres des Moudjahidine du peuple — furent libérés et que les grèves ouvrières du secteur pétrolier prirent de l'ampleur, les puissances impérialistes s'inquiétèrent. La France et le Royaume-Uni mirent alors Khomeiny en avant en lui faisant quitter l'Irak, puis l'accueillir en région parisienne, à Neauphle-le-Château. Ses discours y étaient enregistrés, puis diffusés depuis Londres par la radio en persan de la BBC. Khomeiny y affirmait notamment que « les religieux ne doivent pas gouverner » et qu'une fois revenu en Iran, il se retirerait à la ville sainte de Qom pour enseigner.

La conférence de la Guadeloupe

Suite à la conférence de la Guadeloupe réunissant les chefs d'Etat de France, de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et d'Allemagne de l'Ouest (4 au 7 janvier 1979), Khomeiny fut reconnu par les grandes puissances occidentales comme successeur du Shah. Les Etats-Unis demandèrent à l'armée iranienne de se rallier à lui. Khomeiny fut également sacralisé : il reçut le titre d'«Imam », son visage fut «vu dans la lune», et des foules chiites imprégnées de superstition le perçurent comme le représentant de l'Imam occulté.



Helmut Schmidt, Jimmy Carter, Valéry Giscard d'Estaing et James Callaghan en Guadeloupe (4 au 7 janvier 1979)

La révolution changea alors brutalement de direction.

Lors de la rédaction de la nouvelle Constitution (adoptée en octobre 1979), Khomeiny profita de l'autorité exceptionnelle que lui avaient conférée les puissances occidentales et des omets illusionnées pour imposer le *Velayat-e faqih* comme pilier central du régime. Après sa mort en 1989, une révision constitutionnelle transforma ce principe en *Velayat-e faqih absolu* — une autocratie religieuse totale.

Les objectifs de la République islamique

Les objectifs fondamentaux de la République islamique d'Iran ont été :

1. L'imposition de la charia islamique à tous les aspects de la vie en Iran ;
2. La création d'un quasi-empire chiite centré sur l'Iran, englobant les chiites d'Irak, du Liban, de Syrie et du Yémen.

L'idéologie de la République islamique

Contrairement à l'idéologie socialiste ou communiste, l'idéologie islamique n'est pas anthropocentrique. Elle ne reconnaît pas à l'être humain d'autre valeur que celle de serviteur d'Allah. Les droits humains n'y ont aucune place, puisque tous les droits appartiennent à Dieu et que l'être humain n'a face à Lui que des devoirs. Revendiquer des droits devient donc un crime ; la critique est assimilée à un affaiblissement du régime, l'opposition au *Velayat-e faqih* à une guerre contre Allah.

L'égalité est perçue comme une injustice, car Allah n'aurait pas créé les êtres humains égaux. Les inégalités sociales seraient conformes à l'ordre divin. Dans cette idéologie, lutter contre les discriminations équivaut à nier la justice divine. La culture chiite exalte le sang, la mort et le martyr, et accorde peu de valeur à la vie humaine : coupable ou innocent, la mort est justifiée.

La mission de la République islamique n'est pas le bien-être des citoyen-nes, mais le service d'Allah et l'expansion de la charia chiite. C'est au nom de cette vision que le régime a appauvri la population iranienne pour financer des armements lourds et l'expansion de son empire chiite régional. Le fait qu'un régime porté au pouvoir à la faveur d'un soulèvement des masses populaires soit aujourd'hui assiégé par la colère de la majorité et recourt à la répression sanglante pour survivre est le produit direct de cette idéologie obscurantiste et anti-humaine.

L'anti-impérialisme revendiqué par la République islamique ne comporte aucune critique du capitalisme ; il se limite à une hostilité envers la culture et la modernité occidentales. Son antagonisme avec Israël procède à la fois d'une idéologie antisémite et de son projet impérial chiite.

Conclusion

Un clergé chiite, arrivé au pouvoir à la faveur d'une révolution de masse au XX^e siècle, s'emparant d'un pays immense aux ressources considérables et utilisant les technologies modernes pour consolider sa domination, n'a jamais été disposé à renoncer à une telle position historique. Il est prêt à sacrifier jusqu'au dernier citoyen pour préserver le régime.

Ce n'est ni une dictature classique ni un fascisme ordinaire : c'est l'une des formes les plus sanglantes et inhumaines de fascisme religieux.

Dès les premiers jours, Rafsandjani, l'un des architectes du régime, déclarait : « Le Shah a reculé, nous l'avons chassé. Nous ne commettrons pas la même erreur. » Khomeiny décrétait quant à lui que « La survie du régime prime sur celle de l'islam lui-même, et même plus que la vie de l'Imam du Temps (Mahdi) ».

Khamenei agit aujourd'hui dans la même logique : **un seul principe, un seul objectif — la survie du régime à n'importe quel prix.**